



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 22 décembre 1999
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

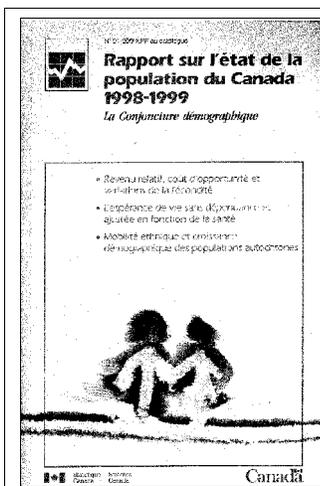
- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, octobre 1999**
En octobre dernier, les investisseurs étrangers ont accru de 3,4 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille de titres canadiens. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont réduit leur portefeuille de valeurs étrangères pour la première fois depuis six mois.

3
- **Réparations et rénovations domiciliaires, 1998**
Les propriétaires-occupants ont dépensé en moyenne 1 670 \$ pour réparer ou rénover leur maison en 1998. Il s'agit d'à peu près le même montant qu'en 1997, quoique bien inférieur au sommet de 2 710 \$ atteint en 1989. Au total, ils ont dépensé 12,8 milliards de dollars en travaux, soit à peu près la même somme qu'en 1997.

6
- **Adhésion des travailleurs jeunes et des travailleurs plus âgés à un régime de pensions, 1984 à 1994**
Selon une nouvelle étude examinant le taux d'adhésion à un régime de pensions des employés à temps plein du secteur privé, le taux d'adhésion a diminué chez les jeunes hommes de 1984 à 1994. Par contre, le taux d'adhésion des femmes âgées de 35 à 54 ans a augmenté de façon importante durant cette période.

8

(suite à la prochaine page)



Rapport sur l'état de la population du Canada 1998-1999

Le *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1998-1999*, qui paraît aujourd'hui, présente, dans sa première partie, un portrait complet de la population canadienne en cette fin de siècle. Les plus récentes tendances démographiques en matière de croissance de la population, de fécondité, de mortalité, de nuptialité, de divortialité ainsi que de migrations internationales et interprovinciales sont décrites, analysées et situées dans un contexte international.

La deuxième partie du rapport comprend trois études distinctes sur des sujets d'actualité dans le contexte canadien. La première étude porte sur les liens entre le revenu des jeunes et la fécondité. La deuxième est consacrée à l'évolution de l'espérance de vie sans dépendance de 1986 à 1996. Enfin, la dernière étude jette un regard nouveau sur les composantes de la croissance de la population autochtone depuis 1986.

L'édition 1998-1999 du *Rapport sur l'état de la population du Canada* (91-209-XPF, 31 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Alain Bélanger au (613) 951-2326, Section de l'analyse et de la recherche, Division de la démographie.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS

Rapport sur l'état de la population du Canada, 1998-1999	11
Productivité multifactorielle, 1998	11
Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, troisième trimestre de 1999	12
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, octobre 1999 et troisième trimestre de 1999	14
Production et écoulement des produits du tabac, novembre 1999	16
Entrées et sorties d'entreprises, premier trimestre de 1999	16
Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), deuxième trimestre de 1999	17
Chargements ferroviaires, période de neuf jours se terminant le 30 novembre 1999	17
Scieries et ateliers de rabotage, octobre 1999	17
Statistiques sur le broyage, novembre 1999	17

NOUVELLES PARUTIONS

19

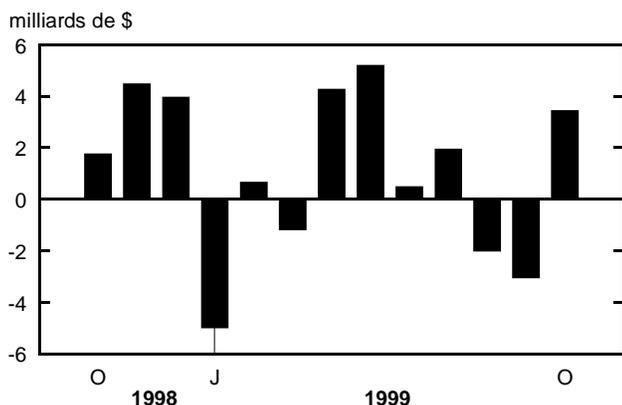
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Octobre 1999

En octobre dernier, les investisseurs étrangers ont accru de 3,4 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille de titres canadiens. Ces acquisitions ont fait suite à deux mois de désinvestissement atteignant 5 milliards de dollars et prolongé la tendance inégale observée jusqu'à maintenant en 1999 en matière d'investissement étranger. Les investissements d'octobre étaient constitués d'actions et d'obligations canadiennes, mais les investisseurs étrangers ont continué de réduire leur portefeuille d'instruments du marché monétaire. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont réduit leur portefeuille de valeurs étrangères pour la première fois depuis six mois.

Investissements étrangers en valeurs mobilières* canadiennes



* Incluent obligations, actions et effets du marché monétaire.

Les investisseurs étrangers recommencent à acheter des obligations canadiennes et continuent d'acquérir des actions

La demande extérieure pour les obligations canadiennes a chuté de 6,3 milliards de dollars au cours des deux mois précédents pour reprendre en octobre, les acquisitions totalisant 2,5 milliards de dollars. Cette activité se concentrait principalement sur les obligations en circulation du gouvernement fédéral et provenait uniquement d'investisseurs américains. Le

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

Taux d'intérêt

En octobre dernier, le différentiel des instruments gouvernementaux à court terme, qui a continué de favoriser les placements aux États-Unis, a encore augmenté pour se fixer entre 20 à 25 points de base. Quant au différentiel des instruments gouvernementaux à long terme, qui favorisait les placements aux États-Unis depuis février, il a tourné légèrement à l'avantage du Canada en octobre.

Cours des actions

En octobre, le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice TSE 300) a enregistré un solide gain de 4,3 %; cependant, le cours des actions américaines a fait mieux (selon l'indice Standard and Poor's 500), enregistrant une hausse de 6,3 %. Le cours plus élevé en octobre des actions américaines a rétréci l'écart observé depuis le début de l'année entre les rendements respectifs des actions des deux pays, les actions canadiennes ayant enregistré un gain de 11,9 %, alors que les actions américaines ont progressé de 10,9 %.

Dollar canadien

Après avoir grimpé de près de 2 cents en août et en septembre, la valeur du dollar canadien a clôturé à un taux pratiquement inchangé de 68 cents US à la fin d'octobre. La valeur du dollar canadien à la fin de chacun des dix premiers mois de 1999 a varié entre un taux maximum de 68,35 cents observé en juillet et un taux minimum de 66,18 cents enregistré en janvier.

différentiel des instruments gouvernementaux à long terme, qui avait favorisé les placements aux États-Unis depuis février 1999, a tourné légèrement à l'avantage du Canada en octobre.

Les investisseurs étrangers ont continué d'acheter des actions canadiennes, augmentant ainsi de 1,9 milliard de dollars la valeur de leur portefeuille en octobre. Ces investissements portaient sur de nouvelles émissions, émises tant sur les marchés étrangers que dans le cadre d'un échange effectué lors de l'acquisition d'une entreprise américaine par une société canadienne. Les investissements étrangers dans des actions, qui totalisaient 13 milliards de dollars pour 1999, à la fin d'octobre, se rapprochent du niveau record établi pour l'ensemble de l'année 1998 (13,5 milliards de dollars). Le cours des actions nord-américaines a connu une forte hausse en octobre, enregistrant un gain de 4,3 % dans le cas des actions canadiennes et de 6,3 % dans celui des actions américaines.

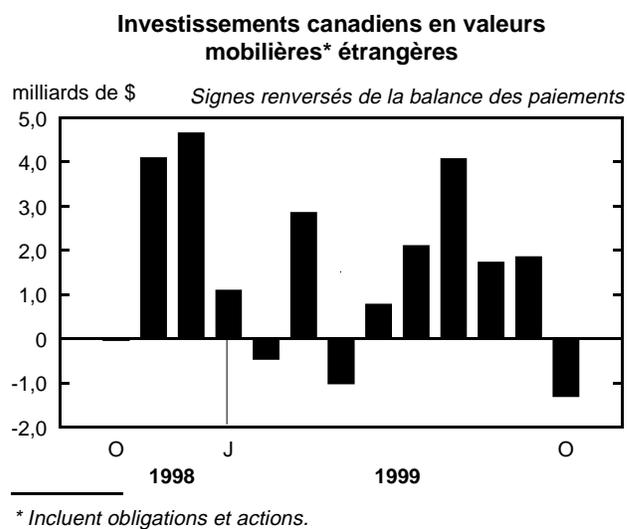
Les investisseurs étrangers réduisent à nouveau leur portefeuille d'instruments canadiens du marché monétaire

En octobre, poursuivant la tendance qui a été observée durant la majeure partie de 1999, les investisseurs étrangers ont encore réduit d'un milliard de dollars la valeur de leur portefeuille d'instruments du marché monétaire canadien. Au cours des dix premiers mois de l'année, ils ont réduit de 12,6 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille d'effets à court terme, ce montant étant réparti presque également entre des bons du Trésor du gouvernement fédéral (6,7 milliards de dollars) et des effets émis par d'autres gouvernements et des sociétés (6,0 milliards de dollars). Jusqu'à maintenant, la moitié du désinvestissement observé cette année a été le fait d'investisseurs américains, l'autre moitié étant attribuable à des investisseurs européens et asiatiques. Depuis mai 1999, le différentiel des instruments gouvernementaux à court terme a favorisé, la plupart du temps, les placements aux États-Unis.

Les investisseurs canadiens se départissent d'obligations étrangères après deux mois d'achats

Après avoir acquis des obligations étrangères pour une valeur de 3,2 milliards de dollars en août et en septembre, les investisseurs canadiens ont vendu une partie de leur portefeuille en octobre (1,5 milliard de dollars), principalement des obligations du Trésor américain. La tendance mensuelle inégale observée au cours des dix premiers mois de 1999 en matière d'investissements a entraîné un désinvestissement relativement faible par les résidents canadiens au chapitre des obligations étrangères (0,9 milliard de dollars). S'ils ont acquis peu d'actions étrangères en octobre, les investisseurs canadiens en ont accumulées en revanche pour 12,5 milliards de dollars au cours des

dix premiers mois de l'année, ce montant représentant plus de 60 % d'actions américaines et le reste d'autres actions étrangères.



Données stockées dans CANSIM: matrices 2328 à 2330, 2378 à 2380 et 4195.

Le numéro d'octobre 1999 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$; 67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$) paraîtra en janvier 2000. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements et des flux financiers. □

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Juillet 1999	Août 1999	Septembre 1999	Octobre 1999	Janvier à octobre 1998	Janvier à octobre 1999
	millions de \$					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	1 912	-1 984	-3 025	3 413	16 632	4 675
Obligations (nettes)	2 336	-4 608	-1 643	2 474	9 682	4 281
Émissions en circulation	1 575	-371	948	2 668	-9 257	8 084
Nouvelles émissions	3 503	531	3 526	1 049	42 706	26 880
Remboursements	-2 627	-5 288	-5 990	-1 730	-24 556	-31 346
Changement aux intérêts à payer ¹	-115	521	-127	487	788	663
Effets du marché (nets)	-1 724	327	-2 418	-978	-2 469	-12 648
Gouvernement du Canada	-1 458	1 030	-2 497	-2 018	-3 037	-6 694
Autres effets du marché monétaire	-267	-703	79	1 040	568	-5 954
Actions (nettes)	1 301	2 297	1 037	1 916	9 419	13 043
Émissions en circulation (incluent les remboursements)	465	1 921	785	-310	-3 882	7 319
Nouvelles émissions	835	375	251	2 226	13 301	5 724
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-4 057	-1 711	-1 838	1 297	-13 516	-11 628
Obligations (nettes)	1 076	-1 080	-2 102	1 531	-3 158	892
Actions (nettes)	-5 133	-632	264	-235	-10 359	-12 519

¹ Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.



Réparations et rénovations domiciliaires

1998

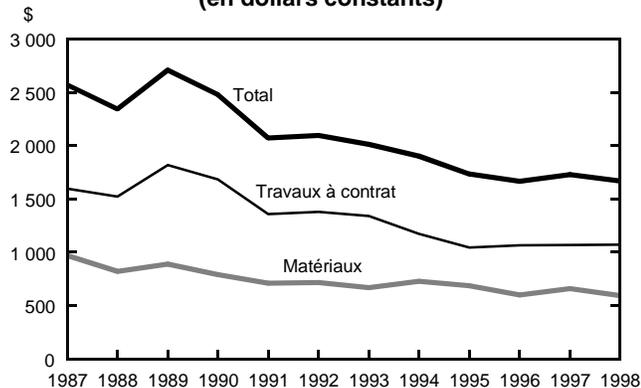
Les propriétaires-occupants ont dépensé en moyenne 1 670 \$ pour réparer ou rénover leur maison en 1998. Il s'agit à peu près du même montant qu'en 1997, quoique bien inférieur au sommet de 2 710 \$ atteint en 1989.

En 1998, les dépenses moyennes pour les travaux donnés à contrat étaient de 1 070 \$, poursuivant une tendance à la hausse amorcée en 1995. Cependant, la moyenne est demeurée sous le sommet de 1 820 \$ atteint en 1989.

Par ailleurs, les dépenses pour les matériaux achetés séparément poursuivent une tendance à la baisse depuis 1987. En 1998, les propriétaires-occupants ont dépensé 600 \$ en moyenne en matériaux.

Au total, les propriétaires-occupants ont dépensé 12,8 milliards de dollars en réparations et en rénovations. Il s'agit à peu près du même montant qu'en 1997. Environ 67 % des 7,6 millions de propriétaires-occupants du pays ont fait des réparations ou des rénovations à leur maison.

Dépenses moyennes en réparations et en rénovations
(en dollars constants)



Parmi ces 7,6 millions de propriétaires-occupants, 9 % ont dépensé 5 000 \$ ou plus. Toutefois, pour de nombreux propriétaires-occupants, les dépenses ont été modestes, environ 24 % d'entre eux ayant dépensé moins de 500 \$.

Note aux lecteurs

Les données de 1998 provenant de l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants ont été recueillies en mars 1999 auprès d'un échantillon d'environ 20 000 propriétaires-occupants.

Pour faciliter les comparaisons dans le temps, les données des années précédentes ont été converties pour tenir compte des changements de prix dans le domaine de la construction. Seules les données sommaires des dépenses des années précédentes ont été corrigées.

Une modification a été apportée au questionnaire de l'enquête en 1998. Les questions sur les dépenses de réparation et d'entretien ont été placées au début du questionnaire, car elles sont les dépenses les plus fréquentes. Dans le questionnaire des années précédentes, ce bloc de questions était situé à la fin. Cela peut avoir eu un impact sur les déclarations. C'est pourquoi, dans le présent communiqué, les comparaisons avec les années précédentes sont établies seulement pour le total des dépenses en réparations et en rénovations.

Les dépenses moyennes les plus élevées en Ontario et en Colombie-Britannique

Les propriétaires-occupants de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont dépensé le plus en réparations et en rénovations. Ceux de l'Ontario ont dépensé en moyenne 1 810 \$, tandis que les dépenses moyennes en Colombie-Britannique ont atteint 1 760 \$. Pour une quatrième année d'affilée, ce sont les propriétaires-occupants du Nouveau-Brunswick qui ont dépensé le moins, en moyenne 1 240 \$ par ménage.

Ce sont également les propriétaires-occupants de l'Ontario et de la Colombie-Britannique qui ont dépensé le plus en travaux donnés à contrat. Pour chaque dollar dépensé en réparations et en rénovations, ils ont alloué environ 70 cents à des travaux donnés à contrat. Même si ces deux provinces représentent tout juste un peu plus de la moitié de l'ensemble des ménages de propriétaires-occupants, leurs dépenses réunies pour les travaux exécutés par des entrepreneurs représentent 59 % des 8,2 milliards de dollars dépensés dans tout le pays en travaux réalisés par des entrepreneurs.

C'est à Terre-Neuve qu'on constate encore les proportions les plus élevées de travaux réalisés par les propriétaires eux-mêmes. Dans l'ensemble, les deux tiers de leur budget de réparation et de rénovation étaient consacrés à l'achat de matériaux de construction. Les propriétaires de la Nouvelle-Écosse viennent loin au deuxième rang, consacrant 46 % de leur budget aux matériaux qu'ils ont achetés eux-mêmes.

Les propriétaires des régions rurales sont plus susceptibles de réaliser leurs travaux eux-mêmes

Les propriétaires des régions rurales étaient plus susceptibles que ceux des villes de faire les travaux eux-mêmes. De tous les propriétaires ruraux, 59 % ont acheté des matériaux séparément, tandis que seulement 53 % des propriétaires des centres urbains l'ont fait. Par ailleurs, on constate le contraire en ce qui concerne les dépenses en travaux donnés à contrat. Seulement 31 % des propriétaires des régions rurales ont engagé des entrepreneurs par rapport à 38 % des propriétaires des villes.

Les propriétaires des régions rurales ont dépensé en moyenne 1 720 \$ en réparations et en rénovations comparativement à 1 660 \$ pour leurs homologues urbains. Ils ont dépensé beaucoup plus pour les matériaux que les propriétaires des villes, soit 800 \$ comparativement à 540 \$.

Les propriétaires ont dépensé davantage pour les maisons plus anciennes

Il n'est pas étonnant de constater que plus la maison est vieille, plus les dépenses de réparation et d'entretien sont élevées. Ainsi, les propriétaires habitant des maisons bâties avant 1946 ont dépensé une moyenne de 710 \$ en réparations et en entretien, comparativement à seulement 260 \$ pour les propriétaires qui habitent des maisons bâties après 1990.

Les dépenses en rénovations suivent le même modèle. Les propriétaires de maisons bâties avant 1946 ont dépensé une moyenne de 730 \$ en rénovations, tandis que ceux qui occupent des maisons bâties en 1991 ou après ont dépensé une moyenne de 180 \$ seulement.

Le revenu du ménage joue également un rôle important en ce qui a trait aux réparations et aux rénovations. Les propriétaires-occupants dont le revenu du ménage est inférieur à 20 000 \$ ont dépensé une moyenne de 830 \$ en réparations et en rénovations. Par contre, ceux dont le revenu est de 80 000 \$ et plus ont dépensé une moyenne de 3 060 \$.

De même, seulement 54 % des ménages ayant un revenu inférieur à 20 000 \$ ont effectué des réparations ou des rénovations, par rapport à 77 % des ménages faisant partie du groupe dont le revenu est le plus élevé (80 000 \$ et plus).

Réparations et rénovations domiciliaires

	Dollars courants	Dollars constants ¹
	milliards de \$	
1987	11,8	15,4
1988	11,5	14,5
1989	13,8	17,0
1990	13,3	16,1
1991	12,0	13,7
1992	12,7	14,2
1993	12,8	13,9
1994	12,8	13,6
1995	12,0	12,6
1996	11,9	12,3
1997	12,8	12,9
1998	12,8	12,8

¹ Afin de faciliter les comparaisons dans le temps, les données de cette colonne ont été converties à l'aide d'indices qui tiennent compte des changements de prix dans le domaine de la construction.

Les données sommaires provenant de l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants de 1998 sont disponibles gratuitement dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Elles se trouvent sous les rubriques *Le Canada en statistiques, La société, Familles, ménages, logement*, puis *Dépenses*. Il est également possible de se procurer des tableaux présentant des données détaillées sur les réparations et les rénovations pour le Canada et les provinces (62F0061XDB; 62F0061XPB) et des tableaux personnalisés.

La publication *Dépenses en réparations et rénovations effectuées par les propriétaires-occupants, 1998* (62-201-XPB; 62-201-XIB) paraîtra en février 2000. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. ■

Adhésion des travailleurs jeunes et des travailleurs plus âgés à un régime de pensions

1984 à 1994

De 1984 à 1994, le pourcentage de travailleurs ayant un régime de pensions dans leur emploi a chuté chez les hommes de moins de 35 ans employés à temps plein dans le secteur privé. Par contre, le taux d'adhésion à un régime de pensions des travailleuses à temps plein âgées de 35 à 54 ans a augmenté de façon importante.

Des études canadiennes antérieures ont montré que les salaires réels des jeunes hommes ont diminué de façon substantielle du début des années 1980 au milieu des années 1990. Le fait que le taux d'adhésion à un régime de pensions de ces jeunes individus a également chuté – comme le montre l'étude – suggère que la baisse de leurs salaires réels s'est accompagnée d'une baisse de leurs avantages sociaux.

Par ailleurs, ces résultats sont positifs pour les femmes. Ils montrent que, dans la mesure où leurs déplacements vers de meilleurs emplois sont permanents, les femmes qui sont maintenant âgées de 35 à 54 ans devraient jouir d'un revenu à la retraite plus élevé que celles de leurs homologues qui avaient le même âge il y a 15 ans.

Facteurs associés à des changements du taux d'adhésion à un régime de pensions chez les employés à temps plein du secteur privé

L'étude a mis l'accent sur trois facteurs qui peuvent être associés à des changements du taux d'adhésion chez les employés à temps plein du secteur privé. Ces facteurs sont les suivants.

Le taux d'adhésion à un régime de pensions est moindre dans les secteurs d'activité employant des travailleurs peu qualifiés. Puisque le roulement de la main-d'oeuvre est moins coûteux dans ces secteurs, comparativement à d'autres, il est possible que les entreprises oeuvrant dans ces secteurs soient moins incitées à offrir un régime de pensions de façon à conserver leurs employés. Des déplacements de l'emploi vers ces secteurs à faible taux d'adhésion peuvent ainsi tendre à réduire le taux d'adhésion à un régime de pensions agréé (RPA).

Au sein d'un secteur d'activité donné, un accroissement des compétences requises par les emplois peut entraîner une hausse du taux d'adhésion. Les entreprises qui emploient des travailleurs hautement qualifiés peuvent être grandement incitées à garder ceux-ci et, ainsi, peuvent offrir fréquemment un régime de pensions. Des changements dans la propension des travailleurs à détenir des emplois hautement qualifiés

Note aux lecteurs

Des données sur le taux d'adhésion à un régime de pensions provenant de l'Enquête sur l'adhésion syndicale (EAS), de l'Enquête sur l'activité (EA) et de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) paraissent aujourd'hui.

Le présent communiqué résume les résultats d'une étude intitulée «L'évolution de la protection offerte par les pensions aux travailleurs jeunes et plus âgés au Canada». L'étude examine dans quelle mesure les travailleurs à temps plein appartenant à différents groupes d'âge étaient couverts par un régime de pension agréé (RPA) dans le secteur privé du milieu des années 1980 au milieu des années 1990.

L'étude a examiné trois sources de données différentes, lesquelles produisent des tendances globales similaires. L'étude met toutefois l'accent sur une source de données, soit la combinaison de l'EAS, de l'EA et de l'EDTR, en raison de la disponibilité de variables socioéconomiques.

(estimée par la propension à détenir des emplois hautement rémunérés) peuvent alors influencer le taux d'adhésion à un RPA.

La présence de syndicats peut augmenter les chances qu'à un travailleur de se voir offrir un régime de pensions si les syndicats négocient à la fois les offres salariales et les avantages sociaux. Si tel est le cas, une baisse du taux de syndicalisation pourrait être associée à une baisse du taux d'adhésion.

Les trois facteurs décrits ci-après, qui peuvent être également associés à des changements du taux d'adhésion, n'ont pu être considérés dans l'analyse. Il est possible que les petites entreprises aient des ressources financières moindres que les grandes entreprises et que, par conséquent, elles soient moins susceptibles d'offrir un RPA. Des déplacements de l'emploi vers les petites entreprises pourraient ainsi réduire le taux d'adhésion. Toutefois, puisque ces déplacements ont été minimes durant la période considérée, ce facteur ne peut constituer une explication majeure du déclin du taux d'adhésion des jeunes hommes.

Puisque les conditions d'admissibilité des travailleurs à un RPA sont souvent basées sur l'obtention d'un niveau d'ancienneté minimal, une augmentation de la proportion de travailleurs ayant un faible niveau d'ancienneté – par exemple, moins d'un an – pourrait, en principe, expliquer une partie de la baisse du taux d'adhésion des jeunes hommes. Cela n'est probablement pas le cas, du moins pour les jeunes hommes âgés de 25 à 34 ans, puisque la proportion de ces jeunes hommes ayant moins d'un an d'ancienneté est demeurée inchangée durant la période.

Enfin, un certain nombre de changements législatifs pouvant toucher le taux d'adhésion ont été mis en oeuvre. Ils ont pu influencer le taux d'adhésion de façon positive ou négative.

Le taux d'adhésion diminue chez les jeunes hommes

Alors que le taux d'adhésion à un RPA a diminué considérablement chez les hommes âgés de 17 à 24 ans de 1984 à 1994, ce taux a également baissé chez leurs homologues âgés de 25 à 34 ans, quoique la baisse ait été moins prononcée.

Puisque les travailleurs âgés de 17 à 24 ans sont très susceptibles de changer d'emploi, et par conséquent, leur statut quant à l'adhésion à un RPA, l'étude s'est concentrée sur les travailleurs âgés de 25 à 34 ans et sur ceux âgés de 35 à 54 ans pour examiner les facteurs associés aux changements du taux d'adhésion.

En 1994, environ 46 % des hommes âgés de 25 à 34 ans employés à temps plein dans le secteur privé étaient couverts par un RPA, comparativement à 51 % une décennie plus tôt. Chez les travailleurs masculins âgés de 35 à 54 ans, le taux d'adhésion est demeuré relativement stable, variant entre 64 % et 66 %.

Durant la période considérée, l'emploi des jeunes hommes âgés de 25 à 34 ans s'est déplacé de secteurs d'activité ayant un fort taux d'adhésion, tel le secteur manufacturier, vers des secteurs à faible taux d'adhésion, tels les services aux consommateurs.

De plus, au sein de secteurs d'activité tels que le secteur manufacturier et la construction, une proportion moindre de ces jeunes hommes avaient un emploi syndiqué au milieu des années 1990, comparativement au milieu des années 1980. C'est dans ces secteurs que la plus forte baisse du taux d'adhésion a été observée. Les deux facteurs mentionnés précédemment sont associés au déclin du taux d'adhésion des hommes de 25 à 34 ans observé du milieu des années 1980 au milieu des années 1990.

Comme il a été mentionné précédemment, l'analyse n'a pu prendre en considération de façon directe l'impact des changements législatifs.

La baisse du taux d'adhésion chez les jeunes hommes n'est pas observée uniquement au Canada. Des études américaines ont montré que de la fin des années 1970 à la fin des années 1980, le taux d'adhésion des hommes âgés de 21 à 35 ans est passé de 56 % à 49 % aux États-Unis.

Le taux d'adhésion augmente chez les femmes âgées de 35 à 54 ans

Alors que les hommes âgés de 35 à 54 ans ont vu leur taux d'adhésion demeurer relativement constant, les femmes de ce groupe d'âge ont bénéficié d'une augmentation significative de leur taux d'adhésion. En 1994, environ 47 % de ces femmes adhéraient à un RPA, comparativement à 40 % une décennie plus tôt.

Ainsi, l'écart entre le taux d'adhésion des hommes et celui des femmes a persisté, mais a diminué.

L'augmentation du taux d'adhésion des femmes âgées de 35 à 54 ans employées à temps plein semble liée principalement à leur propension accrue à détenir des emplois qui offrent à la fois une bonne rémunération et des avantages sociaux intéressants. L'étude estime qu'une bonne partie de la croissance de leur taux d'adhésion à un RPA est associée à cette tendance croissante à occuper de «meilleurs emplois», mesurés par le taux de rémunération.

La baisse du taux de syndicalisation de ces femmes a eu un effet contraire. Elle est associée à une baisse de leur taux d'adhésion. Toutefois, la propension accrue à occuper des emplois relativement bien rémunérés, hautement qualifiés, a compensé et au-delà toute tendance associée à la baisse du taux de syndicalisation.

De façon générale, ces résultats sont positifs pour les femmes. Ils suggèrent que, dans la mesure où leur déplacement vers de meilleurs emplois est permanent, les femmes qui sont maintenant âgées de 35 à 54 ans devraient avoir un revenu de retraite plus élevé que leurs homologues qui avaient le même âge il y a 15 ans.

La croissance des REER collectifs pourrait être un facteur compensatoire

Il n'existe présentement pas de données sur le nombre de travailleurs canadiens ayant un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) collectif dans leur emploi.

Il est possible qu'un certain nombre de jeunes travailleurs n'ayant pas de régime de pensions dans leur emploi participent à un REER collectif. Ainsi, la baisse du taux d'adhésion à un RPA observée chez les jeunes hommes pourrait avoir été compensée partiellement par la croissance des REER collectifs. Il est toutefois impossible, compte tenu de l'absence de données sur les REER collectifs, de confirmer si tel est le cas.

Néanmoins, les résultats de l'étude suggèrent que, à moins que la croissance des REER collectifs ne compense totalement la baisse du taux d'adhésion à un RPA, il se peut que les jeunes hommes entrant maintenant sur le marché du travail aient à accepter des emplois qui procurent moins d'avantages sociaux que ceux reçus par leurs homologues dans le passé.

L'étude intitulée «L'évolution de la protection offerte par les pensions aux travailleurs jeunes et plus âgés au Canada» est disponible sans frais dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Elle se trouve sous les rubriques *Produits et services*, *Documents de recherche téléchargeables*, puis *Études analytiques*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec René Morissette

au (613) 951-3608 ou avec Marie Drolet au (613) 951-5691, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

Taux d'adhésion à un régime de pensions dans le secteur privé¹

	1984	1989	1994	1984 à 1994
	%			points de pourcentage
Hommes employés à temps plein²				
17 à 24 ans	28,4	24,4	16,4	-12,0
25 à 34 ans	51,1	48,2	46,4	-4,7
35 à 54 ans	63,6	64,2	65,9	2,3
17 à 64 ans	52,9	52,4	53,4	0,5
Femmes employées à temps plein²				
17 à 24 ans	21,2	22,2	11,6	-9,6
25 à 34 ans	41,3	38,4	41,0	-0,3
35 à 54 ans	39,9	43,8	47,2	7,3
17 à 64 ans	35,6	37,3	39,3	3,7

¹ Le taux d'adhésion est le pourcentage d'employés ayant un régime de pensions dans leur emploi. Les secteurs d'activité suivants sont exclus: l'agriculture, la pêche et le piégeage; l'éducation et les services connexes; les services de santé et de bien-être; les organismes religieux; l'administration fédérale; les administrations provinciales; les administrations locales et les autres services gouvernementaux.

² Les résultats concernant les individus âgés de 55 à 64 ans sont omis parce que plusieurs d'entre eux peuvent bénéficier d'une retraite anticipée et qu'il est possible que ceux qui travaillent à temps plein ne soient pas représentatifs.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Rapport sur l'état de la population du Canada

1998-1999

Selon une étude sur l'espérance de vie sans dépendance, qui paraît aujourd'hui dans le *Rapport sur l'état de la population du Canada*, les Canadiens peuvent espérer vivre de plus en plus longtemps et en meilleure santé.

L'espérance de vie des Canadiens et des Canadiennes est parmi les plus élevées au monde et continue à croître. En effet, les gains enregistrés en 1997 sont importants, en particulier pour les hommes (0,33 an) dont l'espérance de vie atteint maintenant 75,8 ans. Les gains des femmes sont toutefois plus modestes (0,18 an), ce qui mène leur espérance de vie à 81,4 ans.

Non seulement les Canadiennes et Canadiens vivent de plus en plus longtemps, mais aussi ils vivent de plus en plus longtemps en bonne santé. L'espérance de vie sans dépendance représente le nombre d'années sans dépendance que peut vivre un individu soumis aux conditions de mortalité et de morbidité du moment. En 1996, elle atteignait 58,9 ans chez les femmes âgées de 15 ans et 57,0 ans chez les hommes du même âge. Cela représente respectivement 88 % et 93 % de leur espérance de vie totale à cet âge.

Au cours de la dernière décennie, la grande majorité des gains faits par les Canadiens sur la mortalité se sont traduits par une augmentation de l'espérance de vie sans dépendance. Les hommes ont vu leur espérance de vie à 15 ans progresser de 1,8 an, dont les trois quarts (1,4 an) sans dépendance. Chez les femmes, l'espérance de vie a certes progressé moins rapidement au cours de cette période (gain de 1 an), mais il est remarquable de constater que l'ensemble de ce gain s'est fait en années de vie sans dépendance.

Pour en savoir davantage sur l'espérance de vie sans dépendance, consultez le *Rapport sur l'état de la population du Canada, 1998-1999* (91-209-XP, 31 \$). Voir *Pour commander les publications*.

Le rapport comprend deux autres études, l'une sur la fécondité et l'autre sur les composantes de la croissance de la population autochtone. Il présente également un portrait complet de la population canadienne en cette fin de siècle. Les plus récentes tendances démographiques en matière de croissance de la population, de fécondité, de mortalité, de nuptialité, de divortialité ainsi que de migrations internationales et interprovinciales sont décrites, analysées et situées dans un contexte international.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Alain Bélanger au (613) 951-2326 (belaala@statcan.ca), Section de l'analyse et de la recherche, Division de la démographie. Télécopieur: (613) 951-2307. ■

Productivité multifactorielle

1998

Le secteur des entreprises au Canada a enregistré un gain de productivité multifactorielle de 0,5 % en 1998 dans un contexte de ralentissement de la croissance économique. Cette augmentation fait suite à un bond de 2,9 % dans la productivité multifactorielle en 1997. Il s'agissait de la plus forte hausse au cours de plus d'une décennie.

La croissance de la productivité multifactorielle, une mesure de l'efficacité dans la production, est mesurée à partir de la différence entre la croissance de la production et celle des entrées combinées en travail et en capital. Elle constitue un déterminant important du niveau de vie.

Ces données sur la productivité multifactorielle reflètent les résultats obtenus par la productivité du travail présentés dans *Le Quotidien* du 30 juin 1999. La productivité du travail a augmenté de 0,7 % en 1998 après un gain de 2,9 % l'année précédente.

Le gain total de productivité multifactorielle observé en 1998 est attribuable principalement au secteur des services qui a enregistré une hausse de 0,8 %. Cela atténue la baisse de 0,5 % de la productivité dans le secteur des biens, et ce, malgré une hausse de 1,1 % de la productivité dans les industries manufacturières.

De 1988 à 1998, environ les deux tiers de la croissance de la production dans le secteur des biens proviennent de la croissance de la productivité. Cela représente la plus forte contribution de la productivité à la croissance économique depuis les années 1960. La productivité a aussi été à l'origine des trois quarts de la croissance de la production du secteur manufacturier durant la même décennie.

En revanche, la productivité a représenté 12 % de la croissance de la production du secteur des services durant la période de 1988 à 1998. Cette proportion est en deçà du niveau affiché au cours des cycles précédents, c'est-à-dire de 1966 à 1973 et de 1973 à 1979.

Données stockées dans CANSIM: matrice 9458.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Tarek M. Harchaoui

au (613) 951-9856 (*harctar@statcan.ca*), Division des études et de l'analyse micro-économiques. Télécopieur: (613) 951-5403.

Productivité multifactorielle

	1966 à 1973	1973 à 1979	1979 à 1988	1988 à 1998	1997 ^P	1998 ^P
	Taux de croissance annuel moyen en %					
Total, secteur des entreprises						
PIB réel	4,9	3,6	3,2	2,1	5,1	3,3
Travail	1,9	2,2	1,9	1,1	2,7	2,9
Capital	4,3	4,3	3,8	2,2	1,5	2,9
Entrées combinées	2,7	3,0	2,6	1,5	2,3	2,9
Productivité multifactorielle	2,1	0,6	0,5	0,6	2,9	0,5
Secteur des entreprises produisant des services						
PIB réel	5,6	4,9	3,8	2,8	5,3	4,2
Travail	3,2	3,5	3,0	1,9	2,9	3,1
Capital	4,3	5,1	4,6	3,9	3,4	4,4
Entrées combinées	3,6	4,0	3,5	2,5	3,0	3,5
Productivité multifactorielle	1,9	0,8	0,3	0,3	2,2	0,8
Secteur des entreprises produisant des biens						
PIB réel	4,2	2,5	2,6	1,3	4,9	2,1
Travail	0,7	0,8	0,7	0,0	2,5	2,5
Capital	4,4	3,8	3,2	1,1	0,6	2,7
Entrées combinées	1,9	2,0	1,8	0,5	1,6	2,6
Productivité multifactorielle	2,3	0,4	0,8	0,8	3,3	-0,5
Industries manufacturières						
PIB réel	4,9	2,5	2,5	1,8	6,4	3,8
Travail	1,3	0,7	0,4	0,0	3,0	3,1
Capital	4,0	1,6	2,6	1,5	1,6	2,1
Entrées combinées	2,1	1,0	0,9	0,4	2,4	2,7
Productivité multifactorielle	2,8	1,5	1,5	1,3	4,0	1,1

^P Données provisoires.

Note: La mesure de la production utilisée pour calculer la productivité est la valeur ajoutée.

Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail

Troisième trimestre de 1999 (données provisoires)

Au troisième trimestre de 1999, les Canadiens ont accru leurs dépenses dans les magasins de vente au détail de 7,1 % comparativement au même trimestre de l'an dernier. Cette augmentation s'est répercutée sur tous les groupes de marchandises. La montée du prix de l'essence a donné lieu à de fortes hausses des ventes en carburant, en huile et en additifs pour véhicules automobiles. Les augmentations des ventes en articles d'ameublement et en appareils électroniques ainsi qu'en véhicules automobiles, pièces et service se sont aussi particulièrement démarquées. (Les données du présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.)

Le total des ventes en carburant, en huile et en additifs était de 4,8 milliards de dollars au troisième trimestre de cette année. À lui seul, le carburant représentait 95,2 % de ce groupe, tandis que l'huile et les additifs (comme le liquide de lave-glace et l'antigel) se partageaient le reste. L'augmentation notable des ventes en carburant, en huile et en additifs par rapport à l'année précédente (+19,3 %) fait que ce groupe de marchandises représentait 7,14 \$ du portefeuille des dépenses des consommateurs pour chaque tranche de 100 \$ déboursée dans les commerces de détail. À la même période en 1998, ces déboursés correspondaient à 6,41 \$, ce qui équivalait à une hausse de 11,4 % dans le portefeuille de dépenses des consommateurs pour cette même tranche de 100 \$.

Ventes, ensemble des magasins de vente au détail

	Troisième trimestre de 1998	Deuxième trimestre de 1999 ^r	Troisième trimestre de 1999 ^p	Troisième trimestre de 1998 au troisième trimestre de 1999
données non désaisonnalisées				
	en millions de \$			var. en %
Marchandises				
Aliments et boissons	15 119	14 904	15 348	1,5
Articles de santé et de soins personnels	4 173	4 391	4 503	7,9
Vêtements chaussures et accessoires	6 043	6 095	6 353	5,1
Articles d'ameublement et appareils électroniques	4 542	4 414	5 049	11,2
Véhicules automobiles pièces et service	18 299	21 206	20 015	9,4
Carburant huile et additifs pour véhicules automobiles	4 040	4 235	4 820	19,3
Tous les autres biens et services	10 786	11 962	11 414	5,8
Total	63 001	67 208	67 501	7,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Si l'on compare à l'année dernière, la progression des ventes en véhicules automobiles d'occasion (+16,6 %) pour ce trimestre a été supérieure à celle des véhicules automobiles neufs (+10,2 %). Cette augmentation pour les véhicules d'occasion peut s'expliquer par le prix élevé des véhicules automobiles neufs combiné avec la plus grande disponibilité des véhicules automobiles d'occasion dans les magasins (conséquence possible de locations de crédit-bail venant à échéance). Le même phénomène a été observé pour chacun des deux trimestres précédents. Il convient de noter que les ventes en véhicules automobiles neufs continuent de détenir la plus large part des ventes (68,4 %) de tous les véhicules automobiles vendus dans les commerces de détail. Cependant, cette part était supérieure il y a un an (69,6 %).

Au troisième trimestre, toutes les composantes des articles d'ameublement et appareils électroniques ont affiché des hausses de leurs ventes supérieures à 10,0 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Plus spécifiquement, les ventes des appareils électroniques ont crû de 12,5 %, celles des articles d'ameublement, de 11,1 %, celles des meubles d'intérieur, de 10,4 % et celles des appareils ménagers, de 10,0 %. Les appareils électroniques incluent

les ordinateurs lorsque ceux-ci sont vendus par des détaillants non spécialisés dans la vente d'ordinateurs. Cependant, les magasins spécialisés dans la vente d'ordinateurs sont classifiés dans le commerce de gros.

Malgré une forte hausse des ventes en articles d'ameublement, la part de marché des magasins spécialisés dans ces types d'articles est tombée de 35,2 % à 34,0 % au profit des magasins non spécialisés tels que les grands magasins et les magasins d'articles pour la maison et l'automobile. Les articles de literie et de salle de bain représentaient 35,1 % de ce groupe de marchandises, les articles de décoration (comprenant les décorations de Noël), 28,1 %, les revêtements de sol et carrelage, 25,7 % et les garnitures de fenêtre, 11,1 %.

Les magasins de vente au détail ont vendu pour une valeur de 2,4 milliards de dollars d'articles de sport et de loisirs au cours du troisième trimestre, en hausse de 6,1 % comparativement à la même période en 1998. Au total, ces ventes représentaient 3,50 \$ pour chaque tranche de 100 \$ déboursée par les Canadiens dans un magasin de vente au détail au troisième trimestre. Les articles de sport représentaient 35,9 % du marché des sports et loisirs. La catégorie articles de loisirs est composée de marchandises tels que les jouets, les articles de couture, les fournitures pour artistes, les cassettes vidéo et les livres. Les livres, les journaux et autres périodiques représentaient 24,9 % des ventes du marché des sports et loisirs, les jouets, les jeux et les articles de passe-temps, 15,7 % et les bandes sonores, les cassettes vidéo et les disques, 14,4 %.

Au cours du troisième trimestre, l'équipement de chasse, de pêche et de camping ainsi que l'équipement de sports d'équipe (comme le hockey et le soccer) étaient les articles de sport les plus populaires. Combinés, ils représentaient un peu plus de 45,0 % du marché des articles de sport. Même si le groupe des «autres magasins de produits durables» (qui comprend les magasins d'articles de sport, de disques, de bijoux et d'appareils photographiques) bénéficiaient d'une part très large du marché des articles de sport (57,9 %), d'autres types de magasins tels que les magasins d'articles pour la maison et l'automobile ainsi que les grands magasins ont contribué de façon substantielle à ce marché (31,8 % lorsque combinés).

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ghysline Forget au (613) 951-9791, Division de la statistique du commerce. □

Part des marchandises vendues selon le type de magasins

Deuxième trimestre de 1999

	Magasins d'alimentation	Pharmacies	Chaussures et vêtements	Meubles, appareils ménagers et articles d'ameublement	Marchandises diverses et pièces et accessoires pour véhicules automobiles et service	Autres magasins de vente au détail	Ensemble des magasins
	%						
Marchandises							
Aliments et boissons	76,4	1,2	0,0	0,0	7,8	14,5	100,0
Articles de santé et de soins personnels	18,1	58,4	0,9	0,0	15,0	7,6	100,0
Vêtements, chaussures et accessoires	0,8	0,2	51,8	0,0	33,4	13,7	100,0
Articles d'ameublement et appareils électroniques	1,6	2,2	0,9	60,1	29,1	6,2	100,0
Véhicules automobiles, pièces et service	0,0	0,0	0,0	0,1	14,3	85,6	100,0
Carburant, huile et additifs pour véhicules automobiles	7,6	0,0	0,0	0,0	3,7	88,7	100,0
Tous les autres biens et services	18,3	3,1	1,6	4,0	25,2	47,7	100,0
Total	22,4	4,9	5,3	5,2	16,9	45,3	100,0

Part des ventes des magasins selon la catégorie de marchandises

Troisième trimestre de 1999

	Magasins d'alimentation	Pharmacies	Chaussures et vêtements	Meubles, appareils ménagers et articles d'ameublement	Marchandises diverses et pièces et accessoires pour véhicules automobiles et service	Autres magasins de vente au détail	Ensemble des magasins
	%						
Marchandises							
Aliments et boissons	77,5	5,7	0,2	0,0	10,5	7,3	22,7
Articles de santé et de soins personnels	5,4	79,7	1,1	0,1	6,0	1,1	6,7
Vêtements, chaussures et accessoires	0,4	0,4	92,3	0,0	18,6	2,9	9,4
Articles d'ameublement et appareils électroniques	0,5	3,3	1,3	86,4	12,9	1,0	7,5
Véhicules automobiles, pièces et service	0,0	0,0	0,0	0,6	25,2	56,0	29,7
Carburant, huile et additifs pour véhicules automobiles	2,4	0,0	0,0	0,0	1,6	14,0	7,1
Tous les autres biens et services	13,8	10,9	5,2	12,9	25,3	17,8	16,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Octobre 1999 et troisième trimestre de 1999 (données provisoires)

Les ventes du groupe des grands détaillants ont augmenté en octobre pour atteindre 6,2 milliards de dollars, en hausse de 4,1 % par rapport au même mois de l'année précédente. Cependant, la composition du groupe a influé sur la variation d'une année à l'autre. Un nombre important de magasins d'alimentation inclus

dans les estimations d'octobre 1998 ne font plus partie du groupe. Si l'on exclut les détaillants en alimentation, l'augmentation des ventes d'une année à l'autre serait de 8,4 %. Les ventes en octobre comprennent celles faites par le liquidateur d'Eaton. (Les données du présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.)

En octobre, à l'exception des produits alimentaires et des boissons (-3,6 %), toutes les principales gammes de produits vendus par le groupe des grands détaillants ont enregistré une augmentation de ventes comparativement au même mois l'année dernière.

Le groupe des grands détaillants a connu de fortes augmentations des ventes d'articles de santé et de soins personnels (+21,2 %), d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques (+12,0 %) ainsi que d'articles et de fournitures pour la maison (+8,4 %).

En octobre, les ventes d'articles de santé et de soins personnels du groupe ont augmenté de 87,9 millions de dollars par rapport à la même période en 1998. Suivant la tendance établie durant l'été 1998, les ventes à la hausse marquent le seizième mois consécutif d'augmentations d'une année à l'autre supérieures à 10,0 % dans cette catégorie. La montée en flèche des ventes en octobre s'explique par l'augmentation des achats des consommateurs de cosmétiques et de parfums (+38,6 %), de médicaments d'ordonnance (+27,9 %) et de médicaments en vente libre (+26,7 %).

Le groupe des grands détaillants a accru sa part de marché pour ce qui est des articles de santé et de soins personnels durant le troisième trimestre de 1999 (la période la plus récente pour laquelle nous disposons d'estimations sur les produits pour l'ensemble des magasins de détail). Le groupe des grands détaillants a bénéficié des augmentations soutenues des ventes de ces produits et, par conséquent, sa part de marché s'est accrue de façon constante pour atteindre 29,5 % au troisième trimestre de 1999, contre 27,8 % au troisième trimestre de 1998.

En octobre, les ventes d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques par le groupe des grands détaillants ont atteint 903,5 millions de dollars, en hausse de 97,1 millions de dollars par rapport au même mois de l'année précédente. Dans cette catégorie, les secteurs dont les ventes ont le plus augmenté d'une année à l'autre sont ceux des ordinateurs et de l'équipement connexe (en hausse de 14,7 millions de dollars ou +29,7 %), des objets d'art et autres produits de décoration de la maison (en hausse de 16,8 millions de dollars ou +28,2 %), des articles d'ameublement (en hausse de 23,3 millions de dollars ou +19,9 %) et des appareils photos et équipement photographique (en hausse de 3,4 millions de dollars ou +16,9 %).

Au troisième trimestre, le groupe des grands détaillants a contribué à 49,6 % de tous les achats d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques effectués auprès de l'ensemble des magasins de détail. La part de marché du groupe est demeurée relativement stable comparativement au même trimestre de 1998.

Les ventes d'articles et de fournitures pour la maison par le groupe des grands détaillants ont atteint 300,8 millions de dollars en octobre, enregistrant une augmentation de 23,4 millions de dollars par rapport à la même période de l'année précédente. Les produits non électriques pour les ménages (par exemple, les balais, les vadrouilles et les paniers à linge) ont enregistré l'accroissement le plus important en pourcentage dans cette catégorie, en hausse de 12,1 % (+7,3 millions de dollars) par rapport au mois correspondant de l'année précédente. Les articles de table ont affiché la plus faible augmentation d'une année à l'autre (+2,7 %).

En octobre, les ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires par le groupe des grands détaillants ont enregistré une hausse d'une année à l'autre de seulement 4,6 %, suivant une augmentation d'une année à l'autre de 9,8 % en septembre. Par suite d'augmentations importantes des ventes durant les trois mois du troisième trimestre, la part de marché du groupe pour les vêtements, les chaussures et les accessoires a augmenté de 2,1 points, passant de 56,4 % au troisième trimestre de 1998 à 58,5 % au troisième trimestre de 1999.

Pour des renseignements sur les données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Janet Sear au (613) 951-5580 (*searj@statcan.ca*), Division de la statistique du commerce. □

Ventes pour le groupe des détaillants majeurs

	Septembre 1998	Septembre 1999 ^r	Septembre 1998 à septembre 1999	Octobre 1998	Octobre 1999 ^p	Octobre 1998 à octobre 1999
données non désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Marchandises						
Aliments et boissons	2 003	2 028	1,3	2 176	2 097	-3,6
Vêtements, chaussures et accessoires	1 198	1 316	9,8	1 259	1 317	4,6
Articles d'ameublement et appareils électroniques	758	852	12,4	806	903	12,0
Articles de santé et de soins personnels	396	453	14,3	414	502	21,2
Articles et fournitures pour la maison	270	300	11,1	277	301	8,4
Articles de sport et loisirs	226	232	2,5	273	282	3,5
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	180	194	7,5	182	190	4,4
Autres biens et services	565	609	7,8	608	647	6,4
Total	5 596	5 984	6,9	5997	6241	4,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Production et écoulement des produits du tabac

Novembre 1999

Les livraisons des fabricants, qui ont atteint 3,6 milliards de cigarettes en novembre, étaient inférieures de 13 % à celles du mois dernier et de 7 % à celles de novembre 1998. À 42,8 milliards de cigarettes, les livraisons cumulatives depuis le début de l'année affichaient une diminution de 2 % par rapport aux livraisons totales à la fin de novembre 1998.

La production de novembre s'est élevée à 3,8 milliards de cigarettes, en baisse de 10 % comparativement à octobre et de 18 % comparativement à novembre 1998. La production cumulative depuis le début de l'année s'établit à 43,5 milliards de cigarettes, en baisse de 4 % par rapport à celle de l'année dernière.

Les stocks ont augmenté en novembre, ce qui est normal pour la période de l'année où les fabricants se préparent en vue de la saison des fêtes. Les stocks de fermeture ont augmenté, passant à 4,2 milliards de cigarettes, en hausse de 12 % par rapport aux stocks d'ouverture de 3,7 milliards, mais encore en baisse de 12 % comparativement aux 4,8 milliards enregistrés à la fin de novembre 1998.

Données stockées dans CANSIM: matrice 46.

Le numéro de novembre 1999 de *Production et disposition des produits du tabac* (32-022-XIB, 5 \$ / 47 \$) est en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ola Ogini au (613) 951-7380 (ola.ogini@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Entrées et sorties d'entreprises

Premier trimestre de 1999

Statistique Canada a récemment terminé une enquête-pilote sur les entrées et les sorties d'entreprises. Cette enquête a mesuré le nombre de créations et de fermetures d'entreprises pour ainsi déterminer la formation nette d'entreprises. Toutefois, contrairement à une version antérieure de l'Enquête sur les entrées et les sorties menée au début des années 1990, qui présentait les résultats ventilés par région (Maritimes, Québec, Ontario, Prairies, Colombie-Britannique et les territoires) et par secteur industriel, l'enquête vise maintenant les petites agglomérations urbaines dont la population d'établissements se situe entre 5 000 et 10 000. Ces agglomérations comprennent des villes telles que Halifax, Sherbrooke, St. Catharines-Niagara, Saskatoon ou Kamloops.

Le Registre des entreprises indique un total de 226 807 établissements commerciaux en exploitation dans l'une des agglomérations ciblées par cette enquête-pilote. Cela représente 12,6 %

des 1 795 130 établissements consignés au Registre des entreprises pour l'ensemble du Canada.

Au premier trimestre de 1999, les estimations des entrées et sorties d'entreprises dans les petites agglomérations urbaines étaient de 5 096 entrées d'entreprises, de 4 555 sorties, pour une augmentation nette de 541 entreprises.

Alors que la croissance nette de la population d'établissements est relativement faible, le taux de roulement des établissements pour des petites agglomérations urbaines est de l'ordre de 4 %.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philippe Gagné au (613) 951-9735 (gagnphi@statcan.ca), Division du registre des entreprises. ■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Deuxième trimestre de 1999

La valeur marchande de l'actif des caisses de retraite en fiducie a augmenté de 3,5 % et s'est établie à 522 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre de 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 5749.

Pour plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête ou des produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur: (613) 951-3012. ■

Chargements ferroviaires

Période de neuf jours se terminant le 30 novembre 1999

La quantité de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal) pendant la période de neuf jours se terminant le 30 novembre 1999 a augmenté de 14,8 % par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre 6,7 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a augmenté de 16,2 %.

Les 567 000 tonnes métriques, dont le transport a été assuré par mode intermodal, ont été en hausse de 27,3 % par rapport à la même période en 1998. Le total cumulatif de l'année révèle une augmentation de 13,4 %.

L'ensemble du trafic a augmenté de 15,7 % pendant la période de référence. Le total cumulatif de l'année a atteint 235,2 millions de tonnes métriques, en baisse de 0,2 % par rapport à l'année précédente.

Toutes les données cumulatives ont été révisées.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (lacroque@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. ■

Scieries et ateliers de rabotage

Octobre 1999

La production de bois d'oeuvre et de traverses a atteint 6 125,4 milliers de mètres cubes en octobre, en hausse de 2,4 % par rapport aux 5 980,3 milliers de mètres cubes produits en octobre 1998 (après révisions).

De janvier à octobre 1999, la production s'est chiffrée à 58 355,4 milliers de mètres cubes, en hausse de 4,6 % par rapport à la valeur révisée de 55 755,0 milliers de mètres cubes pour la même période en 1998 (après révisions).

Données stockées dans CANSIM: matrices 53 et 122 (série 2).

Le numéro d'octobre 1999 de *Scieries et ateliers de rabotage* (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (simales@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Statistiques sur le broyage

Novembre 1999

Les tritrateurs canadiens ont broyé 245 626 tonnes métriques de canola en novembre, selon les données de l'Enquête mensuelle sur le broyage. La production d'huile s'est chiffrée à 102 070 tonnes et celle de tourteaux a atteint 154 663 tonnes.

Durant les quatre premiers mois de la campagne agricole de 1999-2000, la quantité de canola broyé s'est établie à 964 584 tonnes, en baisse de 15 % par rapport aux 1 133 211 tonnes broyées durant les mêmes mois de la campagne agricole de 1998-1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 5687.

Le numéro de novembre 1999 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XPB, 15 \$ / 149 \$) paraîtra en février 2000. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (karen.gray@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Enquête mensuelle sur les industries

manufacturières, octobre 1999

Numéro au catalogue: 31-001-XPB

(Canada: 20\$/196\$; à l'extérieur du Canada: 20\$US/196\$US).

Production et disposition des produits du tabac,

novembre 1999

Numéro au catalogue: 32-022-XIB

(Canada: 5\$/47\$).

Scieries et ateliers de rabotage, octobre 1999

Numéro au catalogue: 35-003-XIB

(Canada: 9\$/86\$).

Le commerce international de marchandises du

Canada, octobre 1999

Numéro au catalogue: 65-001-XIB

(Canada: 14\$/141\$).

Le commerce international de marchandises du

Canada, octobre 1999

Numéro au catalogue: 65-001-XPB

(Canada: 19\$/188\$; à l'extérieur du Canada: 19\$US/188\$US).

Importations par marchandises, octobre 1999

Numéro au catalogue: 65-007-XPB

(Canada: 78\$/773\$; à l'extérieur du Canada: 78\$US/773\$US).

Estimations trimestrielles relatives aux caisses de

retraite en fiducie, deuxième trimestre de 1999

Numéro au catalogue: 74-001-XPB

(Canada: 19\$/62\$; à l'extérieur du Canada: 19\$US/62\$US).

Bulletin de service, Statistique des sciences,

Recherche et développement industriel, 1995-1999, vol. 23, n° 9

Numéro au catalogue: 88-001-XIB

(Canada: 6\$/59\$).

Rapport sur l'état de la population du

Canada, 1998-1999

Numéro au catalogue: 91-209-XPB

(Canada: 31\$; à l'extérieur du Canada: 31\$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPB, Canada 16\$; à l'extérieur du Canada: 16\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - 001F - Anglais 11-070-100-0300001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

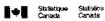
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque six déplacements en utilisant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'économie et des emplois, le hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut, contrairement à ce qui semblait probable.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Énergie sur les autochemins à court terme 10
- État de l'économie mondiale, septembre-hors-région le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.